

CHEVERNY



Cahier des Clauses Techniques Particulières

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Transport scolaire

Services Réguliers Publics créés pour assurer à titre principal le transport des élèves de CHEVERNY scolarisés au sein des écoles primaires - publique et privée de la commune de Cour-Cheverny

PRÉAMBULE	2
ARTICLE 1 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE	3
1.1 – Capacité à exercer l’activité de transporteur.	
1.2 – Respect de la législation sociale	
1.3 – Respect de la législation fiscale	
1.4 – Autres dispositions réglementaires	
1.5 – Conformité des véhicules	
ARTICLE 2 - MODALITÉS GÉNÉRALES D’EXÉCUTION DES SERVICES	3
2.1 Consistance et mise en place des services.	
2.2 – Organisation des services	
2.3 – Respect de l’itinéraire et des arrêts	
2.4 – Modifications temporaires de l’itinéraire	
2.5 – Modification des services	
ARTICLE 3 - LE MATÉRIEL ROULANT	6
3.1 – État des véhicules	
3.2 Age des véhicules,	
3.3 Motorisation des véhicules	
3.4 – Capacité des véhicules	
3.5 – Manquements aux obligations de sécurité	
ARTICLE 4 - CONDUITE ET PERSONNEL DE CONDUITE	7
4.1 – Formation des conducteurs – Qualité du personnel de conduite	
4.2 – Consignes particulières en termes de conduite	
4.3 – L’accueil	
4.4 – Manquements aux obligations de sécurité	
4.5 – Documentation dans le véhicule	
ARTICLE 5 - INFORMATION DES UTILISATEURS	9
ARTICLE 6 - RÈGLES D’ACCÈS ET DISCIPLINE	9
8.1 – Règles d’accès	
8.2 – Discipline des élèves transportés	
ARTICLE 7 - CONTRÔLE PAR L’AUTORITÉ ORGANISATRICE	10
LISTE DES ANNEXES AU CCTP	10

PRÉAMBULE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit l'exécution du service régulier public routier créé pour assurer à titre principal et exclusif le transport des élèves de Cheverny scolarisés au sein des écoles primaires – publique et privée de la commune de Cour-Cheverny. Il spécifie en particulier les attentes de la commune de CHEVERNY en matière de qualité de service. Ces exigences se traduisent sous forme d'obligations de moyen et de résultats qui s'imposent au titulaire.

ARTICLE 1 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Le titulaire et d'éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer à la législation en vigueur concernant le transport routier de personnes, notamment les points évoqués dans les articles suivants :

1.1 – Capacité à exercer l'activité de transporteur

Conformément aux termes du décret n° 85-891 du 16 août 1985 relatifs aux transports urbains de personnes et aux transports routiers, non-urbains de personnes, le titulaire est inscrit au registre des entreprises de transport public routier de personnes. Le titulaire devra pouvoir justifier à tout moment de sa capacité à exercer l'activité de transporteur.

1.2 – Respect de la législation sociale

Le titulaire s'engage au respect de la législation sociale applicable au transport, en particulier à la déclaration intégrale des heures effectuées à l'URSSAF, ainsi qu'au respect des dispositions de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires de transport (temps de conduite, temps de repos, rémunérations,...).

1.3 – Respect de la législation fiscale

Le titulaire s'engage au respect de la législation fiscale applicable au transport.

1.4 – Autres dispositions réglementaires

Le titulaire s'engage au respect des dispositions réglementaires en matière de transport public de voyageurs et en particulier des dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes. Tout manquement au respect de la réglementation en vigueur peut donner lieu à une résiliation de droit, sans aucune indemnité, du présent marché dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.5 – Conformité des véhicules

Le titulaire devra se conformer aux obligations de contrôle des véhicules affectés au transport en commun dans les conditions fixées par les textes en vigueur. Le véhicule qui ne respecterait pas ces obligations ou n'aurait pas été reconnu apte à assurer le transport public de voyageurs ne pourra en aucun cas être autorisé à assurer l'exploitation des services.

ARTICLE 2 – MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES SERVICES

2.1 Consistance et mise en place des services

Le nombre de jours de fonctionnement est de 4 jours hebdomadaires.

Le circuit est d'une distance entre 30 kms et 35 kms.

- l'itinéraire comprendra des arrêts avec un circuit aller et un circuit retour.
- le nombre d'élèves maximum présumé à transporter est de 22.

La consistance du circuit sera renouvelée à chaque rentrée, la collectivité de CHEVERNY faisant la démarche pour réaliser l'itinéraire avec les kilomètres parcourus et le nombre d'élèves à transporter ;

2.2 – Organisation des services

Avant chaque rentrée scolaire, ainsi qu'à l'occasion de toute modification d'itinéraire et/ou de point d'arrêt, le titulaire est tenu de procéder à une reconnaissance des services et de préciser les horaires de la desserte en tenant compte des principes suivants :

- l'heure d'arrivée à chaque école devra se situer impérativement dans la fourchette de –15 à –5 minutes avant le début des cours.
- le véhicule devra être présent 5 minutes avant l'heure de sortie. Le conducteur a dès ce moment obligation d'ouvrir les portes et d'accueillir les élèves, en étant présent à son poste de conduite.

Toute marche arrière aux arrêts (principalement ceux qui sont situés devant les établissements) est à proscrire, sauf aménagements prévus à cet effet. Le titulaire doit respecter les règles édictées devant certaines écoles.

Une vérification du service exécuté (itinéraire, horaires, arrêts, kilométrages, capacité, élèves transportés) sera faite également par la commune de CHEVERNY chaque année.

2.3 – Respect de l'itinéraire et des arrêts

Le titulaire se doit de respecter les horaires et itinéraires définis adressés pour chaque année scolaire. L'arrêt doit être assuré au point prévu et sur les emplacements spécifiques lorsqu'ils existent.

L'horaire est considéré comme non respecté lorsque le véhicule passe avec un retard de plus de 5 minutes, sauf cas de force majeure ou intempérie reconnue ou en avance sur son horaire de départ.

Le non-respect par le titulaire d'un point quelconque du descriptif des services (par exemple la desserte d'un arrêt non prévu sur la fiche horaire) l'expose aux pénalités prévues par le CCAP.

2.4 – Modifications temporaires de l'itinéraire

Principes généraux

La commune de CHEVERNY ne peut être tenue pour responsable des éventuelles perturbations occasionnées dans l'usage de la route (travaux, manifestations, etc.) pour lesquelles le titulaire se doit de se conformer aux conditions de circulation posées par les autorités compétentes.

En cas de problèmes rencontrés en exploitation, la commune de CHEVERNY doit systématiquement être informée dans les plus brefs délais.

Le titulaire devra être apte à gérer les imprévus dans l'exécution du service et à assurer la continuité du service public sans mettre en péril les usagers, en cas de panne, d'accident, de surnombre imprévu notamment au dernier retour du soir ou d'intempéries.

Ainsi, lorsque à la suite d'un événement imprévisible (route barrée, accident...), le titulaire se voit dans l'impossibilité de respecter l'itinéraire ou les horaires, il lui appartient d'adopter les conditions de circulation les plus proches de celles figurant dans le dernier ordre de service adressé pour chaque année scolaire.

Dans l'hypothèse où un service ne peut être exécuté ou ne peut l'être qu'avec une modification de ses caractéristiques, ainsi qu'en cas d'incident ou d'accident ayant pu mettre en cause la sécurité, le titulaire est tenu d'informer la commune de CHEVERNY par un mail récapitulant les circonstances et l'impact sur l'exécution du service, dans les plus brefs délais :

- en cas d'accident ou d'accrochage, même sans incidence corporelle;
- en cas de modification de l'exécution du circuit.

Il a l'obligation d'avertir très rapidement la commune de CHEVERNY de toute modification de desserte ou d'horaires.

Dans l'hypothèse où la perturbation est susceptible de durer plusieurs jours, le titulaire propose par écrit à la commune de CHEVERNY les dispositions qu'il met en œuvre pour pallier les difficultés rencontrées et se charge de l'information des usagers.

Moyens de communication

L'entreprise doit être équipée pour permettre des communications en permanence :

- téléphone,
- répondeur téléphonique,
- e-mail/adresse internet.

Chaque véhicule doit être équipé d'un moyen de communication embarqué permettant une liaison entre le conducteur, l'entreprise et les services de secours afin de permettre une réaction plus rapide en cas d'incident. Pendant les périodes de crise (verglas, inondations...) où il y a lieu de communiquer en dehors des heures ouvrables, l'entreprise établira une permanence et fournira la commune de CHEVERNY les coordonnées de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone d'astreinte.

Le titulaire devra également fournir à chaque rentrée scolaire les numéros de téléphone des agents sous astreinte pouvant être joints à tout moment.

Information de l'autorité organisatrice

En cas d'accident, le titulaire doit avertir, sans délai, la commune de CHEVERNY.

Le titulaire est tenu d'adresser à la commune de CHEVERNY, dans un délai maximum de 24 heures suivant les faits, une fiche d'incident – accident - type dûment remplie relatant les circonstances, la façon dont l'incident ou l'accident a été traité, les enseignements à en tirer. Le titulaire devra en outre tenir à jour une main-courante, relatant la chronologie des incidents.

Prévention d'accident

Il est rappelé enfin que le titulaire doit remplir un rôle de prévention des accidents. A ce titre, il est tenu d'informer la commune de CHEVERNY notamment :

- si des événements naturels ou des réalisations matérielles viennent à compromettre la visibilité ou la bonne exécution des manœuvres des cars
- si un surnombre est constaté.
- si le stationnement de véhicules aux abords des arrêts, et notamment des véhicules de parents d'élèves à proximité des établissements scolaires, vient à affecter le bon déroulement du débarquement et de l'embarquement des usagers
- en cas de déviation temporaire si l'itinéraire de substitution mis en place par l'organisateur local ne présente pas toutes les garanties de sécurité requises
- en cas d'arrêt ne présentant plus toutes les garanties de sécurité requises.

2.5 – Continuité des services

Le titulaire du marché a la tâche d'informer la commune de CHEVERNY de tout problème ou modifications de services réalisés en urgence face à une difficulté non-prévisible.

Dans une telle situation, le titulaire du marché doit prévoir :

- un numéro de téléphone d'astreinte à destination de la commune qui devra fonctionner entre 7 h et 18 h à minima.

La continuité des services est assurée en conformité avec les dispositions du CCAP. En cas de préavis de grève de son personnel, le titulaire est tenu d'informer la commune de CHEVERNY dès qu'il en a connaissance. En cas de grève effective, le titulaire doit s'efforcer d'assurer les services.

Pendant la période de grève, le titulaire doit s'efforcer, avec les moyens disponibles et/ou avec le concours d'autres entreprises de transport, d'assurer les services conformément aux pièces du marché.

ARTICLE 3 – LE MATÉRIEL ROULANT

L'entreprise est responsable de la conformité et du bon état des véhicules. Elle devra laisser toutes facilités à la commune de CHEVERNY pour contrôler et s'assurer du respect de ces dispositions.

Les véhicules doivent être conformes aux dispositions réglementaires et acceptées par le Service des Mines lors de la visite technique obligatoire.

En particulier, l'entreprise est tenue de présenter sur demande au pouvoir adjudicateur, un document attestant que l'ensemble des véhicules (y compris les véhicules de réserve) affectés aux services de transports ont été contrôlés par le Service des Mines.

3.1 – État des véhicules

Le titulaire est responsable de la conformité, de l'entretien et du bon état des véhicules, ainsi que des installations s'y rapportant.

L'aspect du matériel tant intérieur qu'extérieur influe sur l'image que se forment les populations sur le transport scolaire.

Le matériel est tenu en bon état de propreté et d'entretien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur :

- L'éclairage intérieur, la climatisation et le chauffage seront en bon état de fonctionnement. La température intérieure du véhicule devra permettre d'assurer le confort dès la montée des premiers enfants.
- Les sièges ne devront pas être dégradés. Le titulaire est tenu de renouveler la sellerie et la peinture en cas de dégradations.
- Les cars sont lavés au minimum toutes les semaines et chaque fois que nécessaire.
- Tout incident de carrosserie devra être réparé dans les meilleurs délais. La carrosserie ne devra présenter aucune trace de rouille.

3.2 Age des véhicules

L'âge des véhicules sera limité :

- à 15 ans pour les "autocars de petite capacité" (22 passagers et moins)
- à 18 ans pour les "autocars",

L'âge moyen du parc devra être inférieur à 10 ans, y compris pour les véhicules de réserve pouvant venir remplacer de manière occasionnelle les véhicules en panne ou en visite technique par exemple.

L'âge du véhicule est déterminé par sa date de première mise en circulation. Il est expressément entendu que le titulaire doit maintenir un niveau constant de qualité pendant la durée de la convention. Il s'engage notamment et pour toute la durée du présent marché sur les âges limites fixés ci-dessus.

Les véhicules sont obligatoirement équipés de ceinture de sécurité.

L'âge des véhicules fait l'objet d'un critère de jugement dans le règlement de consultation.

Plus le parc aura une moyenne d'âge jeune, mieux sera valorisée l'offre du candidat.

3.3 Motorisation des véhicules

La motorisation des véhicules est laissée libre aux candidats.

Il est attendu des véhicules les plus propres possibles et respectant à minima la réglementation concernant les impacts sur l'environnement et notamment les émissions de gaz à effet de serre.

Le niveau d'émissions de gaz à effet de serre sera apprécié à l'aide d'éléments factuels attestant le niveau de pollution de leur flotte par véhicule et de l'ensemble de la flotte dans le cadre d'un fonctionnement annuel.

3.4 – Capacité des véhicules

Tous les usagers sont transportés assis sur une place individuelle. Le titulaire veillera à ce que soient rappelées aux usagers les consignes de sécurité et notamment l'obligation de port de la ceinture de sécurité.

Les candidats sont invités à proposer une flotte de car au plus près du besoin de chaque circuit en terme de capacité de charge.

Le candidat devra donc bien prendre en compte le besoin maximal en terme de place pour les enfants inscrits dans le circuit.

Tous les véhicules seront acceptés mais le candidat devra faire preuve d'adaptabilité en proposant des véhicules ajustés au nombre d'inscrits.

3.5 – Manquements aux obligations de sécurité

Si, du fait du titulaire, la sécurité vient à être compromise notamment par le mauvais état des installations dont il a la garde ou du matériel qu'il exploite, la collectivité de CHEVERNY proposera aux autorités compétentes en matière de police de prendre immédiatement, aux frais et risques du titulaire, les mesures nécessaires pour prévenir tout danger.

ARTICLE 4 – CONDUITE, PERSONNEL DE CONDUITE ET ACCOMPAGNANT

La présentation du conducteur, son comportement, sa conduite, ses relations avec les élèves, sa capacité à réagir en cas d'incident sont des éléments primordiaux de qualité, sécurité et d'appréciation du service rendu. Le titulaire s'assurera du bon déroulement de l'ensemble des trajets (lors de la montée/descente du véhicule, vérification que tous les élèves voyagent bien assis, que leur ceinture de sécurité est bien bouclée...).

Il est rappelé sur les points suivants (4.1 à 4.5) les obligations attendues concernant le comportement des conducteurs dans le cadre de leur service :

4.1 – Formation des conducteurs – Qualité du personnel de conduite

Les conducteurs doivent répondre aux conditions exigées des personnels de conduite des véhicules de transport en commun et présenter toutes garanties de moralité et d'aptitudes relationnelles et pédagogiques requises pour le contact avec des jeunes.

Le titulaire est plus particulièrement encouragé à dispenser à ses conducteurs une formation spécifique et régulière concernant le transport d'enfants et le comportement vis à vis d'un jeune public.

En cas de toute nouvelle affectation de service et avant d'effectuer seul un service, le conducteur affecté devra avoir reconnu le service à réaliser et disposer de tous les documents utiles à la bonne exécution du service (fiches circuits notamment).

4.2 – Consignes particulières en termes de conduite

Le titulaire devra enjoindre à ses conducteurs de prêter une attention particulière aux prescriptions suivantes, et de s'assurer au moyen de contrôles réguliers sur le terrain du respect effectif de ces consignes :

- ne pas ouvrir les portes de son véhicule avant l'arrêt total de celui-ci,
- éviter toute manœuvre ou marche arrière aux points de prise en charge des élèves, sauf aménagements prévus à cet effet,
- en lien avec l'accompagnateur prévu par la commune, le conducteur doit :
 - * surveiller particulièrement la montée et la descente des élèves aux différents points d'arrêts,
 - * rappeler les consignes concernant le bouclage obligatoire des ceintures de sécurité,
- s'assurer avant de remettre en marche son véhicule que les portes sont bien fermées, qu'il peut démarrer sans danger pour les élèves descendus et notamment qu'aucun d'entre eux ne cherche à traverser devant son véhicule,
- effectuer les manœuvres avec les élèves à bord du car,
- veiller avant le départ de son véhicule resté en stationnement sur une aire d'embarquement qu'aucun enfant ne se trouve dans le champ de manœuvre qui lui sera nécessaire pour en partir,
- le conducteur doit rester présent à son poste de conduite pendant les phases d'embarquement et dès que des élèves sont à bord du véhicule,
- en fin de service, s'assurer qu'aucun enfant n'est resté à bord du véhicule.

Le conducteur devra adopter une conduite souple sans accélération brusque, coup de frein intempestif ou manœuvre inutile. Les formations à l'éco-conduite doivent être mises en place par le titulaire afin de contrôler les émissions de gaz à effet de serre.

D'une manière générale, le titulaire, en lien avec l'accompagnateur prévu par la commune, doit prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des élèves transportés de la phase de montée à la phase de descente.

De la même façon, les élèves sont transportés dans les meilleures conditions de confort afin :

- d'éviter la fatigue.

4.3 – L'accueil

L'accueil des élèves est également un élément primordial du confort.

Le conducteur devra avoir une tenue vestimentaire adaptée à un service public.

Un véhicule de transport public étant un lieu clos et ouvert à un usage collectif, il n'est pas permis d'y fumer, même si le conducteur est seul dans le véhicule.

Les conducteurs étant en contact avec des enfants doivent adopter un comportement approprié. Ils devront s'abstenir de tout propos qui, par la forme ou par le fond, serait susceptible de les choquer.

L'élève est un usager du service public. A ce titre, il a droit au respect, à la considération et à l'information.

Le titulaire veillera à ce que le conducteur accueille les élèves de façon aimable, leur apporte toute l'information dont ils ont besoin (trajet, etc.).

Le confort de l'ensemble des usagers étant conditionné par l'attitude de tous, le conducteur veillera à faire respecter "le règlement de sécurité et discipline dans les véhicules affectés aux transports d'élèves", joint en annexe 1 du présent CCTP. Un exemplaire de ce règlement, fourni par l'organisateur local, sera remis à chaque élève au début de l'année scolaire.

4.4 – Manquements aux obligations de sécurité

Au cas où la sécurité viendrait d'être compromise notamment par le comportement d'un conducteur, le titulaire doit prendre immédiatement toutes dispositions nécessaires à son rétablissement.

4.5 – Documentation dans le véhicule

Le conducteur doit disposer pendant son service des documents réglementaires, et autres documents utiles pour une bonne exécution et pour le contrôle de cette bonne exécution.

Il s'agit notamment :

- a) des documents réglementaires (permis, carte violette pour les autocars, ...)
- b) de la liste des élèves admissibles dans le car (liste transmise par la commune de CHEVERNY)
- c) de la fiche circuit indiquant l'itinéraire, les arrêts et horaires à respecter conformément au marché public.
- d) du règlement de sécurité et discipline
- e) d'un mémento préparé par le titulaire sur la conduite à tenir et sur les personnes à prévenir en cas d'accident (au minimum, les numéros de téléphone des pompiers, gendarmerie, entreprise, organisateur local, établissements scolaires doivent être en possession du conducteur)

ARTICLE 5 – INFORMATION DES UTILISATEURS

Le titulaire a l'obligation d'avertir très rapidement la commune de CHEVERNY.

ARTICLE 6 – RÈGLES D'ACCÈS ET DISCIPLINE

6.1 – Règles d'accès

L'accès des véhicules est réservé aux élèves inscrits et aux accompagnateurs, qui pourra faire l'objet de contrôles ponctuels par le conducteur ou l'accompagnant.

6.2 – Discipline des élèves transportés

Les règles de discipline que doivent respecter les élèves sont fixées par le règlement scolaire dans le véhicule affecté aux transports d'élèves, joint en annexe 1 au présent cahier des charges. Ce règlement doit être obligatoirement affiché dans chaque véhicule.

Le titulaire veillera à ce que soit rappelé par les conducteurs aux élèves transportés, en début d'année scolaire, les consignes de sécurité indispensables.

En cas d'indiscipline des élèves, à défaut d'accompagnateur, le conducteur du véhicule signale le fait dont il a été témoin ou qu'il a pu constater ainsi que le nom des élèves concernés au responsable de l'entreprise de transport, qui saisit l'organisateur local à qui il convient d'engager les procédures nécessaires.

Toute détérioration commise par les élèves à l'intérieur d'un véhicule affecté au transport scolaire engage la responsabilité des parents.

En cas de détériorations commises par les élèves, le titulaire signalera immédiatement à la commune de CHEVERNY la nature des dégradations et l'identité du (des) responsable(s). Le titulaire pourra engager des poursuites en dédommagement, engagées par lui-même à l'encontre des responsables dûment identifiés.

Concernant plus particulièrement les élèves de classe pré-élémentaire, la présence d'un adulte est obligatoire au point d'arrêt le matin, à leur arrivée à l'école ou lors du retour au point d'arrêt du domicile, sauf dérogation parentale désignant une personne mineure (frère ou sœur).

Dans ces conditions, lorsqu'un élève de maternelle n'est pas attendu au point d'arrêt du véhicule, le conducteur doit suivre les instructions de l'accompagnateur. Le titulaire doit prévenir la commune de CHEVERNY qui prendra les mesures nécessaires pour que cet événement ne se reproduise plus.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ ORGANISATRICE

Le titulaire s'engage à laisser tout représentant de la commune de CHEVERNY s'assurer du respect des dispositions du présent marché, par le moyen qui lui paraîtra approprié.

En cas de non-respect de l'une de ces dispositions par le titulaire, la commune de CHEVERNY mettra en demeure celui-ci de remédier aux infractions constatées.

Le titulaire s'engage à apporter une réponse aux anomalies constatées et à faire connaître à la commune de CHEVERNY les mesures mises en œuvre pour y remédier dans un délai de 24 h.

Le titulaire s'engage à fournir à l'organisateur local tous les éléments permettant de juger de la qualité du véhicule (P.V. des Mines, carnet d'entretien...).

Le représentant de la commune est transporté gratuitement, au titre de ces contrôles.

LISTE DES ANNEXES AU CCTP

ANNEXE 1 - Règlement de sécurité et discipline dans les transports scolaires